

TRAVAIL SOCIAL UN MARCHÉ PEU COMMUN

EN 1928, À PARIS, UNE CONFÉRENCE A POSÉ UNE PREMIÈRE DÉFINITION INTERNATIONALE DU TRAVAIL SOCIAL. Depuis.

les temps ont bien changé : on est passé du registre de la «charité» à celui de la professionnalisation. Mais qu'ont en commun les travailleurs sociaux français, italiens, allemands, finlandais, polonais ou anglais? Ecrit par des spécialistes de 15 pays européens, cet ouvrage très documenté a le mérite d'analyser à la fois les disparités héritées de l'histoire et les similitudes actuelles. Car si la désignation des métiers, les pratiques, la formation divergent, les problématiques convergent sous les coups de la mondialisation, du vieillissement de la population, de la montée de la précarité, des inégalités territoriales, de l'exclusion, de la privatisation, de la managérialisation, etc. «Le travail social n'est plus considéré comme un investissement pour le progrès social mais comme une dépense, qui justifie une rhétorique fondée sur l'activation des publics et la participation », pointent les auteurs. Ils rappellent que «la construction du travail social en Europe se confond avec l'évolution des politiques sociales, dans le cadre des Etatsprovidence ». Ce qui, selon le modèle adopté



•

«Le travail social en Europe. Entre passé, présent et avenir» - Dirigé par Emmanuel Jovelin et Laure Liénard -Ed. Presses de l'EHESP, 30 €.

pour traiter la question sociale, constitue un énorme distinguo en termes de protection des personnes. En France, le travail social, qui s'est bâti sur la suppléance familiale, la prise en charge de jeunes «inadaptés» et l'animation socioculturelle, se frotte aujourd'hui à une logique de compétences plutôt que de métiers et à un manque de reconnaissance inédit. A l'inverse, en Finlande, par exemple, les travailleurs sociaux jouissent d'un statut élevé : leur qualification repose sur un diplôme de master universitaire et «leur travail est considéré comme très exigeant, avec des normes et obligations légales élevées ». Aux yeux de la société, ces fonctionnaires remplissent une «mission éthique». Pour autant, la sous-traitance se développe et ils commencent à faire face eux aussi à une commercialisation de la relation d'aide. BRIGITTE BÈGUE